



Les Verts | Alliance Libre Européenne
au Parlement européen

ÉDITION 2014 - 2015

EUROPE ÉCOLOGIE

NOUVELLE SAISON AU PARLEMENT EUROPÉEN



Délégation Europe
Ecologie au Parlement
européen
ASP 04F146
rue Wiertz 60
B-1047 Bruxelles

RÉDACTION
Lise DESHAUTEL
Yan DUPAS
Benjamin JOYEUX

**DIRECTION ARTISTIQUE
ET INFOGRAPHIE**
Aurélie BOURDIE
www.aurelabel.com

PHOTOS
Lise DESHAUTEL

DIFFUSION
2 000 exemplaires
imprimés sur papier
recyclé

**IMPRESSION
ARTESIENNE**
ZI de l'Alouette
rue François JACOB
62800 LIEVIN

L'EUROPE ET L'ÉCOLOGIE SONT DES SPORTS DE COMBAT

Le 25 mai dernier, les électeurs ont été appelés aux urnes pour choisir les 74 eurodéputés français parmi les 751 nouveaux membres du Parlement européen de la législature 2014-2019. Une abstention massive (près de six Français sur dix ne se sont pas déplacés aux urnes) et un vote défouloir ont entraîné pour la première fois dans notre pays l'arrivée en tête du Front national lors d'une élection nationale, et l'envoi de 24 eurodéputés issus de l'extrême droite au Parlement européen.

Cette réalité, on ne peut absolument pas s'en satisfaire, en particulier lorsque nous écologistes, avons chevillée au corps une immense ambition pour l'Europe et savons que celle-ci est l'échelon le plus pertinent pour répondre aux crises du 21^e siècle (économique, sociale et écologique) qui frappent l'ensemble du Globe et qui, par définition, ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. Il faut dire que la campagne française de ces élections a été particulièrement courte et réduite à la portion congrue, les thématiques véritablement européennes étant souvent absentes du débat médiatique pour leur préférer les polémiques nationales, autour du Président de la République et du gouvernement.

Ce n'était pourtant pas le sujet, et les écologistes, bien souvent seuls, n'ont eu de cesse de le marteler. Autre dommage collatéral, le 25 mai, 73% des moins de 35 ans se sont abstenus, « génération Erasmus » pourtant particulièrement concernée par l'avenir de la construction européenne.

Ces chiffres en tête, nous avons le devoir de reprendre le flambeau et de pallier au « pessimisme de l'intelligence par l'optimisme de la volonté ». Désormais au nombre de six Français au sein d'un groupe écologiste européen de 50 parlementaires qui résiste plutôt bien, nous, eurodéputé-e-s Europe Ecologie, devons faire vivre au sein du débat français et européen cette idée que la transition écologique est l'horizon indépassable de sortie de crise pour l'ensemble de l'Union européenne.

De même, nous devons marteler sans cesse, contre tous les europhobes nationalistes, que la France seule ne peut pas grand chose dans la tempête de la mondialisation, mais qu'au sein de sa famille européenne, tout redevient possible, car si « seul on marche plus vite, ensemble on marche plus loin », pour une Europe plus écologique et plus solidaire. L'Europe et l'écologie sont des sports de combat et nous remontons sur le ring pour un nouveau mandat à Bruxelles et Strasbourg.

Et nous commençons par l'innovation et l'ouverture en élargissant notre délégation à trois collègues écologistes francophones : le belge Philippe Lamberts, qui a succédé à Dany Cohn-Bendit à la tête du groupe parlementaire des Verts européens, Claude Turmes, eurodéputé luxembourgeois et spécialiste des questions énergétiques ainsi que le nouveau venu au Parlement, Ernest Urtasun, des Verts catalans.

L'ampleur de la tâche nous stimule plus que jamais et l'aventure Europe Ecologie continue. Tout commence... bienvenu dans cette nouvelle saison.

Michèle Rivasi,
pour l'ensemble de la délégation Europe Ecologie au Parlement européen

ACTEURS D'EUROPE ÉCOLOGIE



MICHÈLE RIVASI

Vice-Présidente du groupe Verts/ALE au Parlement européen et Présidente de la délégation française
Membre de la Commission Environnement, santé publique et sécurité alimentaire et suppléante en Commission Industrie, recherche et énergie. Vice-présidente de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP - UE (Afrique/Caraïbes/Pacifique).



PASCAL DURAND

Membre de la Commission Marché intérieur et protection des consommateurs, de la Commission Affaires Constitutionnelles et suppléant de la Commission Affaires Juridiques.
Membre des délégations européennes en relation avec avec le Mercosur, le Brésil et le Japon.



EVA JOLY

Membre des Commissions parlementaires Libertés, justice, affaires intérieures et Affaires économiques et monétaires
Membre des délégations parlementaires pour les relations avec l'Afghanistan et le Machrek (Lybie, Egypte, Liban, Syrie, Irak).

Personnalité politique issue de la société civile, elle est professeur agrégée en biologie, ancienne élève de l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses et professeur d'UFR. Cette scientifique confirmée a fondé la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (CRIIRAD) après l'accident de Tchernobyl de 1986. Elle est également Vice-Présidente du Centre de recherche indépendant sur les rayonnements électromagnétiques (CRIIREM) et fut directrice de Greenpeace France entre 2003 et 2004. En 2012, elle est devenue Présidente de Nuclear Transparency Watch, réseau européen de vigilance citoyenne qu'elle a initié afin de promouvoir la transparence dans le domaine du nucléaire civil. Ancienne députée de la Drôme (1997-2002), elle se mobilise toujours dans son euro-région qui englobe PACA et Rhône-Alpes. Nucléaire, gaz de schiste, médicaments, perturbateurs endocriniens, plantes médicinales, OGM, ondes électromagnétiques, responsabilité sociétale des entreprises, éthique de la recherche: elle souhaite mettre en avant ces nombreuses thématiques de société pour lesquelles elle se bat chaque jour et qui touchent le grand public.

Né en 1960, il débute dès le lycée son militantisme écologiste par la lutte anti-nucléaire. Avocat de formation, après avoir exercé pendant 25 ans au barreau de Paris, il se lance dans l'aventure écologiste au côté de Nicolas Hulot lors du lancement du pacte écologique en 2006. Après le Grenelle de l'environnement, les européennes de 2009 approchant, il fait le choix de s'investir pleinement dans la cause écologiste. En 2008, il cofonde Europe-Écologie aux côtés de Dany Cohn-Bendit et prend la direction de la campagne des européennes où les écologistes atteignent le score historique de 16,28%. Élu porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts au congrès de la Rochelle en 2011, puis secrétaire national en 2012-2013, Pascal Durand revient finalement vers l'Europe lors de sa désignation comme tête de liste pour les élections européennes pour l'euro-région Ile-de-France et hors de France. Il est élu député européen en mai 2014 et débute ainsi son premier mandat européen qu'il entend consacrer notamment à la défense d'une écologie du quotidien en Europe, portée par des actions concrètes. Pour cela, il défend de véritables budgets pour l'Europe et des ressources propres pour financer la transition écologique et porter des projets d'avenir.

Elle s'est faite connaître en France dans les années 1990 pour son travail en tant que juge d'instruction dans différentes affaires retentissantes (Crédit Lyonnais, Efl Aquitaine,...). Au début des années 2000, elle engage un long travail de mobilisation pour la transparence et contre les paradis fiscaux. Principale animatrice de l'Appel de Paris, elle participe aux travaux de plusieurs organisations mondiales pour faciliter l'adoption d'outils standardisés anti-corruption. Dans un rapport de 2009 pour l'agence norvégienne de développement, elle souligne l'impact désastreux de l'évasion fiscale sur le développement des pays les plus fragiles. En 2011, elle devient conseillère du gouvernement Islandais dans l'enquête sur la faillite du système bancaire. Depuis 2012, elle participe aux travaux de l'organe chargé par la communauté internationale d'accompagner l'Afghanistan dans sa lutte contre la corruption. Candidate à l'élection présidentielle de 2012, elle est réélue au Parlement européen en 2014. Durant son premier mandat, Eva Joly était présidente de la Commission Développement. Cette fonction lui permet de mettre dès 2009 la question de l'évasion fiscale sur l'agenda politique du Parlement.

ACTEURS D'EUROPE ÉCOLOGIE



YANNICK JADOT

Vice-Président de la Commission du Commerce international et suppléant des Commissions Energie, Industrie et recherche et Pêche. Membre de la délégation pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud-Est et de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP - UE.

Né en juillet 1967, il a suivi des études d'économie à l'Université Paris-Dauphine puis a travaillé plusieurs années au Burkina Faso et au Bangladesh dans différentes ONG traitant des questions de solidarité internationale et d'environnement. En 2002, il rejoint Greenpeace France comme directeur des campagnes, et participe à plusieurs actions d'envergure. Il fut également un des fondateurs de l'Alliance pour la planète, rassemblement d'ONG écologistes créé en 2007 afin de peser sur les programmes environnementaux des candidats à la présidentielle. Durant le Grenelle de l'Environnement, il fut l'un des principaux négociateurs associatifs. En 2008, il quitte Greenpeace pour rejoindre Europe Écologie et fait campagne pour les élections européennes en tant que tête de liste de la région Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes). Lors de son premier mandat au Parlement européen, il s'est particulièrement impliqué sur la législation relative au commerce international ainsi que sur les questions énergétiques et industrielles.



KARIMA DELLI

Membre de la Commission Transports et tourisme et suppléante en Commission Affaires sociales et emploi et en Commission Droits de la femme et égalité des genres. Membre de la délégation pour les relations avec l'Inde.

Originaire de Tourcoing, elle poursuit des études dans les domaines du commerce et de la science politique. Assistante parlementaire de la sénatrice du Nord, Marie-Christine Blandin, elle adhère aux Verts en 2005. Elle est candidate suppléante dans la 10e circonscription du Pas-de-Calais aux législatives de 2007 et devient secrétaire fédérale des jeunes Verts cette même année. Parallèlement, elle se fait remarquer par son engagement dans des formes nouvelles d'activisme comme le Collectif Jeudi noir et Sauvons les riches, dont elle est membre fondatrice et auxquels elle appartient toujours. Elue en 2009 au Parlement européen, elle s'investit dans la lutte contre la pauvreté et milite pour l'établissement un revenu minimum en Europe, pour la mise en place d'une politique commune dans le domaine du logement social et la mise en place d'un fonds d'investissement européen pour le logement durable. En mai 2014, son mandat de parlementaire est renouvelé par les électeurs de l'euro-région Nord-Ouest.



JOSÉ BOVÉ

Membre de la commission Agriculture et développement rural et suppléant de la commission Commerce international et de la commission Contrôle Budgétaire. Membre des délégations du Parlement pour les relations avec les États-Unis et la Communauté des Pays Andins.

Né en 1953, il est agriculteur et syndicaliste. Installé dans les années 70 au Larzac, il participe activement à la lutte des paysans contre l'extension du camp militaire. Après leur victoire en 1981, il se consacre aux installations en agriculture et à la re-dynamisation de l'économie locale du Larzac. Militant anti-nucléaire, membre du mouvement altermondialiste et ancien porte-parole de Via Campesina, il participe à la création de la Confédération paysanne en 1987 et atteint une notoriété certaine dans la lutte contre les Organismes génétiquement modifiés (OGM) et l'agriculture industrielle. Candidat à l'élection présidentielle française de 2007, il rejoint le rassemblement des écologistes pour les élections européennes en 2008. Tête de liste dans la région Sud-Ouest, il est élu député européen en 2009. Au Parlement européen, il travaille sur de nombreux sujets : OGM, crise laitière, revenu des paysans, Politique agricole commune (PAC), accords entre l'UE et des pays-tiers sur le commerce en particulier celui entre le Maroc et l'UE, lutte contre l'extraction des gaz de schiste en France et en Europe...

EPISODES DE LA SAISON 2014-2015

UN NOUVEAU DÉPART

EPISODE 1, Été 2014 - Dès l'élection du 25 mai passée, la délégation Europe Ecologie a repris le chemin de Bruxelles et Strasbourg. Constitution des groupes parlementaires, répartition des sièges dans les commissions, et déjà, l'élection du futur Président de la Commission européenne. Il s'agit à la fois de soutenir l'innovation démocratique de ce scrutin par lequel le représentant du parti vainqueur des élections européennes s'est vu désigné candidat à la Présidence de la Commission – un pas de plus vers une Europe fédérale – sans pour autant signer un chèque en blanc. Remise en cause de la Troïka (mais pas de ses politiques d'austérité!), réserves sur la fracturation hydraulique et les OGM, critique du dumping social, des libéralisations à tout va et du concept de « flexibilité » du

marché du travail... autant de déclarations de la part de Jean-Claude Juncker, mais saura-t-il résister aux lobbies et aux conservatismes des Etats membres ? Prochaine étape : l'audition des candidats aux postes de Commissaires à la rentrée. Cette nouvelle saison s'annonce pleine de rebondissements !

EPISODE 2, Septembre 2014 - Le 23 septembre prochain, les dirigeants mondiaux se réunissent à l'ONU pour discuter de l'avenir de la lutte mondiale contre le changement climatique. Une première étape en vue de conclure, en 2015 à la COP21 à Paris, un accord le plus ambitieux possible. Les rapports successifs du GIEC montrent qu'en l'absence de mesures radicales, le monde risque de dépasser la limite de 2°C de réchauffement climatique. Pourtant, l'UE semble déjà avoir renoncé à cet objectif ! Dans le débat sur le « paquet climat/énergie pour 2030 », les chiffres évoqués sont loin d'être à la hauteur pour les écologistes : 40 % seulement de réduction des émissions de gaz à effet de serre en 2030, et un objectif de 27 % de renouvelables dans le mix énergétique de l'UE sans savoir quel pays doit faire quoi. Quant à notre consommation d'énergie, peu s'en soucient. Selon une analyse que la Commission refuse de publier, une réduction de 35 à 40 % de notre énergie génèrerait pourtant jusqu'à 1,4 million de nouveaux emplois, améliorerait le pouvoir d'achat des ménages et réduirait notre dépendance énergétique vis-à-vis de pays comme la Russie. Encore quelques efforts, on y est presque !

CHANGER NOS POLITIQUES, PAS LE CLIMAT

LA FINANCE AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE RÉELLE

EPISODE 3, Octobre 2014 - « Où sont passés les 1000 milliards d'euros perdus ? ». Tel était notre slogan contre la fraude et l'évasion fiscale pendant la campagne des Européennes. Des réponses doivent être apportées en octobre prochain par les Ministres des Finances des Etats européens. Mettre fin au secret bancaire, y compris dans les paradis fiscaux européens comme le Luxembourg ou les îles britanniques, constitue une première étape nécessaire et urgente. L'étape suivante sera la création d'un Parquet européen pour lever l'impunité de fait que constitue, pour les personnes faisant l'objet d'enquêtes pénales en Europe, les frontières des systèmes pénaux des Etats membres. La criminalité financière n'a pas de frontières, la justice non plus ! Mais la finance n'a pas besoin d'être hors-la-loi

pour faire des dégâts. 53 000 milliards d'euros sont échangés chaque année sans aucun contrôle sur un système bancaire parallèle – *le shadow banking*. Une place exorbitante laissée à la finance casino et à laquelle les écologistes s'attaquent depuis plusieurs années, en régulant le *shadow banking*, en séparant les banques pour éviter que les risques incombent aux petits épargnants, et en instaurant enfin une véritable taxe européenne sur les transactions financières.

EPISODES DE LA SAISON 2014-2015

TAFTA, LA MOBILISATION CITOYENNE EN MARCHÉ

EPISODE 4, Novembre 2014 - Qu'est-ce qui se cache derrière les acronymes TAFTA, TTIP et GMT? Un accord de libre-échange avec les Etats-Unis qui ne s'attaque pas simplement aux taxes douanières mais également aux règles et normes (techniques, sanitaires, environnementales, sociales, etc.) qui s'appliquent à tout produit importé. Le modèle européen ne doit pas être dilué dans un grand marché transatlantique en permettant aux multinationales d'attaquer toute décision démocratique remettant en cause leur soi-disant profits. Le Québec est déjà attaqué pour son moratoire sur le gaz de schiste, l'Allemagne pour sa sortie du nucléaire, l'Australie pour son projet de lutte contre le tabagisme. Les Verts européens appellent à signer à partir de l'automne une nouvelle Initiative Citoyenne

Européenne - qui devra récolter un million de signatures dont 55 000 en France - pour obliger la Commission à remettre en cause le TAFTA et le CETA (accord de libre-échange UE-Canada). Comme pour ACTA, la mobilisation citoyenne aura-t-elle raison de l'aveuglement des Etats membres dans leur course néo-libérale ?

EPISODE 5, Décembre 2015 - Au-delà des discours incantatoires et des bonnes intentions affichées lors des campagnes électorales, la réalité des politiques en faveur des jeunes reste la même... elle est toujours à la ramasse, en retard ou pas à la hauteur des défis ! 8,3 millions de jeunes Européens âgés de moins de 25 ans restent sans emploi ni formation ou stage, et 30% des 15/27 ans sont en risque d'exclusion sociale et de pauvreté. La jeunesse ne doit plus être une variable d'ajustement pour l'économie européenne. D'ici décembre 2014, la nouvelle Commission européenne s'est engagée à affecter plus de ressources aux projets européens qui sont susceptibles d'aider l'emploi, à accélérer et élargir la garantie pour la jeunesse.

Bravo, encore faut-il que ces déclarations se traduisent concrètement et que les cadres législatifs soient adaptés. Les écologistes amèneront l'Europe à se montrer plus ambitieuse en encadrant la pratique des stages, qui doivent être justement rémunérés et couverts par une couverture sociale; en soutenant des mesures fortes pour mettre fin aux inégalités de salaire femmes/hommes et en amenant les Etats à s'accorder sur une assurance chômage européenne.

PAS DE GÉNÉRATION SACRIFIÉE

LA TRANSPARENCE DOIT PRIMER

EPISODE 6, Janvier 2015 - A Bruxelles, Strasbourg ou Paris, la lumière doit être faite sur le jeu des lobbies, en dénonçant les conflits d'intérêt dans les institutions, en permettant un véritable accès à l'information pour tous les citoyens, en faisant en sorte que les intérêts économiques ne pervertissent pas la démocratie (OGM, tabac, etc). Le processus législatif de l'Union est lacunaire avec, par exemple, l'absence d'inscription obligatoire des représentants d'intérêts sur le Registre de Transparence ou encore un manque d'information sur les négociations qui se déroulent entre les différents organes chargés de l'élaboration des politiques européennes. La transparence exige que les décisions soient politiquement assumées par ceux qui les prennent. Les marchandages opaques entre États minent la qualité

des décisions et leur légitimité. Sans cesser de demander que les votes du Conseil soient rendus publics - comme au Parlement - les écologistes batailleront pour que tout représentant d'intérêt accédant aux institutions européennes soit répertorié et qu'une empreinte législative, recensant tous les arguments et positions reçus sur un projet de loi, soit annexée à chaque rapport du Parlement européen.

EPISODES DE LA SAISON 2014-2015

L'EUROPE, DU CHAMP À L'ASSIETTE

EPISODE 7, Février 2015 - Chaque année, en février, se tient le célèbre salon de l'agriculture à Paris. Pendant ce temps-là, à Bruxelles, se jouent de nombreuses batailles contre la malbouffe. La première d'entre elles passe par la mise en échec de la renationalisation de la procédure d'autorisation des OGM, véritable cheval de Troie proposé par la Commission européenne, avec le soutien de la majorité des Etats membres dont la France. Une majorité de citoyens français, mais aussi européens, ne veulent pas d'OGM dans leurs assiettes, qu'ils soient cultivés en France, en Espagne, ou au Brésil ! Pas question non plus de laisser passer la viande clonée et l'utilisation massive de médicaments vétérinaires dans les élevages, qui ont un effet direct sur le bien-être animal mais aussi sur notre santé. A l'inverse, il est

grand temps de donner davantage de moyens à l'agriculture biologique. La consommation en bio a quadruplé en Europe ces 10 dernières années... mais la production n'a fait que doubler. Le plan d'action européen proposé pour l'agriculture biologique part d'un bon sentiment, mais est encore loin de répondre aux besoins des agriculteurs et des consommateurs.

EPISODE 8, Mars 2015 - Vivrons-nous en 2015 le même épisode de très fortes pollutions connues en mars 2014 ? Entre 2009 et 2011, plus de 95 % des citoyens européens ont été exposés à des niveaux de concentrations en particules fines supérieurs aux seuils définis par l'Organisation Mondiale de la Santé. Plus personne ne peut en douter, la pollution tue en Europe et dans le monde ! L'UE revoit ses normes maximales de concentration de certains polluants atmosphériques pour 2020 et 2030. Celles-ci doivent impérativement prendre en compte l'effet direct et indirect de la pollution sur la santé, mais il faudra surtout veiller à ce que les Etats respectent leurs engagements - la France ne cessant de jouer le mauvais élève. La préservation de la santé et de l'environnement des Européen-nes ne se fera d'ailleurs pas sans une profonde réforme des transports en réorientant les investissements vers une mobilité durable et la garantie de services publics de qualité. Cette année, l'UE harmonisera également les taxes sur les carburants. L'occasion pour nous de dénoncer l'avantage fiscal accordé au diesel, principal responsable de l'émission de particules fines, et d'exiger un plan européen de sortie de notre dépendance au diesel.

DE L'AIR !

GREEN WASHING OU GREEN NEW DEAL ?

EPISODE 9, Avril 2015 - Chaque année au printemps, les Etats membres se réunissent pour discuter de leurs politiques économiques. C'est ce qu'on appelle le « Semestre européen ». Cet exercice a pris une place de plus en plus importante depuis le début de la crise, avec un accent libéral clairement assumé dans les recommandations de la Commission européenne. Mais en 2015, les attentes pour une réorientation de l'Europe semblent se préciser. Par exemple, l'Union européenne fait un pas de plus vers l'économie circulaire en révisant en profondeur sa législation sur les déchets - mais ne devra pas perdre de vue que le meilleur déchet est celui qui n'est pas produit.» Les initiatives pour une économie bas carbone se multiplient, et voilà qu'on nous promet un Semestre européen plus social et

environnemental. L'occasion de donner vie au Green New Deal qui avait fait notre succès en 2009 !

NOUS VOILÀ DONC REPARTIS POUR 5 ANS

5 ans pour relever le défi d'une Europe au service de l'écologie et des citoyens. Vous pourrez suivre ces 5 saisons d'Europe Ecologie sur les réseaux sociaux et sur notre site europeecologie.eu ainsi que sur les sites et comptes individuels de nos eurodéputés. Et parce que - heureusement - tout n'est pas écrit d'avance, n'hésitez pas à nous écrire à contact@europeecologie.eu

L'UNION EUROPÉENNE ?

CITOYENS



507,4
MILLIONS D'EUROPÉENS

PETITION

Tout citoyen européen peut individuellement ou collectivement adresser une pétition, une plainte ou une requête au parlement.

ELECTION

Tous les 5 ans, les citoyens élisent leurs députés européens au suffrage universel direct.

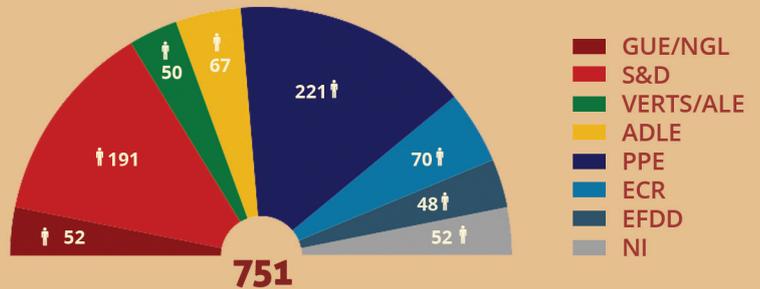
INITIATIVE

Avec un million de signatures, les citoyens peuvent inciter la Commission à faire des propositions de loi

LE PARLEMENT EUROPÉEN

751 DÉPUTÉS REPRÉSENTENT LES CITOYENS EUROPÉENS

Examine et vote les propositions de législation (en commissions parlementaires thématiques puis en session plénière).



Co-amendent et adoptent la législation

CONSEIL DE L'UE

Les Ministres des 28 Etats-Membres se regroupent par thématique (agriculture, environnement...)

REPRÉSENTE LES GOUVERNEMENTS DE L'UNION EUROPÉENNE

Examine et vote les propositions de législation
Présidé tous les 6 mois par un Etat-membre différent.



Propose les lois au Parlement et au Conseil



COMMISSION EUROPÉENNE

28 Commissaires (un par Etat, nommé pour 5 ans)

ORGANE EXECUTIF DE L'UE

Rédige les propositions de législation.
Veille à la bonne exécution de la législation européenne (peut sanctionner les Etats-membres).

Présidée par Jean-Claude Juncker, candidat désigné par le PPE (droite européenne) sorti vainqueur des élections européennes.



CONSEIL EUROPÉEN

Composé des 28 chefs d'Etats et de gouvernement, il fixe les priorités politiques de l'UE, mais n'a aucun pouvoir pour faire adopter ou rejeter des textes législatifs. Il est animé par le Président du Conseil européen, nommé pour deux ans et demi, renouvelable une fois.

Les Etats membres désigneront à l'automne un nouveau Président-e